

# LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 4 SEPTEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- 1) Du nouveau à gauche...
- 2) « pas à la hauteur »
- 3) Jamais sorti du...
- 4) Il passe à la caisse !
- 5) Sans métier ?!
- 6) Il veut faire sauter les bouchons

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) 2017 en tête, Benoît Hamon annonce un nouveau mouvement à la gauche du PS



Benoît Hamon, député PS des Yvelines Crédits photo : DOMINIQUE FAGET/AFP

**L'ancien ministre de l'Éducation n'exclut pas de participer à une éventuelle primaire de la gauche en vue de la présidentielle.**

«**Instruit par l'expérience, je considère que l'idée selon laquelle le politique ne peut rien est absurde**», lance Benoît Hamon ce jeudi **dans les colonnes de l'Humanité**. Et l'éphémère ministre de l'Éducation, qui n'avait pas eu l'occasion de suivre une seule rentrée scolaire, entend bien se retrousser les manches pour réussir celle de cette année. Le programme annoncé par le député des Yvelines et figure de la gauche du PS est chargé: il annonce la création d'un nouveau mouvement à l'automne et sa volonté de se porter candidat à une éventuelle primaire de la gauche pour l'élection présidentielle.

Figure de proue de l'une des trois tendances majeures de la gauche du PS, Benoît Hamon veut revenir aux fondamentaux d'un socialisme aux accents marxistes. Il concentre ses efforts contre les cibles historiques de la gauche: le capital, la finance et les élites. Face à un Parti socialiste dont le message est devenu inaudible, il prône «la sortie des grilles de lecture traditionnelles». «On voudrait nous faire croire qu'il n'y plus contradiction d'intérêt entre le capital et le travail», regrette Benoît Hamon. «Pour les Français, Emmanuel Macron est un homme de gauche dans un gouvernement de gauche. En tout cas c'est comme ça qu'on l'affiche. Et Alain Juppé est un homme de droite dans un parti de droite. Pourtant, il défendent probablement la même position sur les 35 heures ou la réforme du code du travail, une position qui est de nature à exposer et à même de rendre plus vulnérables des millions de salariés», constate l'ancien ministre.

«**S'il devait y avoir une primaire à gauche, je n'exclus pas d'y participer**»

À ce clivage «droite-gauche» de moins en moins perceptible, Benoît Hamon veut substituer «un clivage haut-bas». «Il faut reconstituer un rassemblement de citoyens, d'élus, d'acteurs économiques et sociaux, d'acteurs politiques qui veulent à la fois contester les inégalités produites par le système capitaliste (...) et encourager des formes alternatives aussi bien au niveau global qu'au niveau micro-économique», plaide l'élus. Les travaux pratiques sont annoncés pour bientôt: **«Nous voulons créer avec plusieurs**

**parlementaires un mouvement commun, sans aucun préalable, comme il existe des biens communs, le plus connecté possible à ce que sont les demandes démocratiques, sociales et citoyennes des Français**». **Ambitieux, Hamon se fixe pour objectif de «dessiner à nouveau l'horizon de l'intérêt général».**

Une nouvelle chapelle à la gauche du Parti socialiste que l'ancien ministre espère voir opportunément devenir un marchepied vers un retour aux premières loges du pouvoir, et qui pourrait supplanter l'ancien courant hamoniste «Un monde d'avance», en perte de vitesse. «S'il devait y avoir une primaire à gauche, je n'exclus pas d'y participer», annonce Benoît Hamon. Reste pour lui à pouvoir se distinguer au sein d'une offre politique qui semble saturée. La gauche du PS comporte au moins deux autres grandes tendances, avec les frondeurs proches de Christian Paul et **«Maintenant la gauche» d'Emmanuel Maurel**, qui viennent le concurrencer. Déjà la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann annonce qu'il la trouvera sur sa route. «Je soutiens la bataille de la primaire mais j'y serai candidate» confirme-t-elle au Scan.

L'accueil ne semble pas beaucoup plus chaleureux du côté des derniers partisans d'Arnaud Montebourg que comptent les bancs de l'Assemblée. «Tout cela est nourri par un contexte où l'on voit bien que la Fronde parlementaire est de moins en moins percutante. Un autre chemin est à construire, c'est incontestable. Mais à mon sens cela s'engagera en 2016 avec la campagne présidentielle en tout cas pas avant les régionales», explique au Scan le député de Saône-et-Loire Philippe Baumel .

**Hamon s'est approprié l'idée du Mouvement commun**

Les plus susceptibles parleraient d'un petit hold-up d'idée. Conciliant, le député PS frondeur Pouria Amirshahi se contente d'un **«bienvenue au club Benoît»**. Car le **«Mouvement commun»** annoncé par Benoît Hamon à l'Humanité **est en fait en construction depuis le mois de septembre 2014 à l'initiative du député des Français de l'étranger. «Il ne faut pas du tout créer l'idée que le «Mouvement commun»** puisse être une nouvelle écurie électorale. Annoncer sa volonté d'aller aux primaires en évoquant sa création crée une vaste confusion entre les enjeux des régionales, de la présidentielle, les ambitions personnelles, et un projet collectif qui n'entend pas devenir le énième

de la gauche alternative. Ce n'est pas le sujet», rectifie auprès du Scan Pouria Amirshahi. «Le «Mouvement commun» entend réunir avec pragmatisme les bonnes volontés, les bonnes idées, pour restituer le pouvoir à ceux qui ne l'ont plus. En somme: briser la verticalité du pouvoir, faire de la transgression politique, et pas simplement se montrer plus à gauche. L'enjeu est bien de refondre notre démocratie aujourd'hui à bout de souffle», ajoute-t-il.



## II) Lienemann : « François Hollande n'est pas à la hauteur d'un homme d'Etat »

François Vignal



Lienemann : « François Hollande n'est pas à la hauteur d'un homme d'Etat » Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS de Paris. ©AFP/XAVIER LEOTY

C'est un étonnant exercice de mea culpa. Un droit d'inventaire avant même la fin de son mandat. François Hollande se livre à la confession dans un ouvrage de la journaliste du Monde Françoise Fressoz, « Le stage est fini » (Albin Michel), paru ce mercredi. Le président de la République y admet être allé « trop loin » en supprimant la hausse de TVA qu'avait décidé Nicolas Sarkozy, reconnaît que toutes ses réformes ne sont pas de gauche et qu'il n'a pas renégocié le traité européen à son arrivée.

« Soit il n'a pas réfléchi assez auparavant, soit il

est cynique. Dans tous les cas de figure, ce n'est pas à la hauteur d'un homme d'Etat » dénonce la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, responsable de l'aile gauche du parti. « Il disqualifie la gauche et la politique » affirme-t-elle, ajoutant que « sur le cœur de son action, François Hollande n'est pas de gauche ». Entretien.

**François Hollande affirme avoir « engagé des réformes qui ne sont pas toutes de gauche mais qui servent l'intérêt général ». Comment recevez-vous ses propos ?**

Je ne peux pas accepter ce genre de cynisme qui vise à dire que les réformes sont pour une seule partie du pays. Les réformes de gauche que la gauche propose sont pour l'intérêt général du pays, pour que les plus faibles et la classe moyenne retrouvent un emploi. Les réformes de gauche n'ont jamais été conçues autrement. J'espère que quand il était candidat, il avait comme fil rouge cet idée de l'intérêt général. Cette contradiction qu'il semble entretenir entre le principe des réformes de gauche et l'intérêt général me paraît mortifère. Ça semble faire croire que la bonne ligne sur le terrain économique était celle de Nicolas Sarkozy, puisqu'il dit qu'il aurait dû maintenir l'augmentation de la TVA. J'ai des piles de tracts qui expliquent pourquoi il ne fallait pas augmenter la TVA, c'était absurde économiquement. Il y a des discours de François Hollande où il dit que c'est une mauvaise stratégie. Et aujourd'hui, il dit qu'il regrette. Tout ça est extrêmement dangereux. Il disqualifie la gauche et la politique. Ça fait déjà un moment qu'il explique qu'il avait gagné car les gens ne voulaient plus de Nicolas Sarkozy. Il oublie que l'écart n'était pas si grand que ça et qu'une dynamique s'est mise en place à gauche.

**Il reconnaît pour la première fois et assume de ne pas avoir renégocié le Traité européen après son élection, contrairement à ce qu'il avait dit. Etes-vous surprise de cet excès de franchise ?**

Je vois qu'il reprend les arguments que nous donnait la droite pendant la campagne : « Ce n'est pas faisable, vous n'obtiendrez rien ». Soit il n'a pas réfléchi assez auparavant, soit il est cynique. Dans tous les cas de figure, ce n'est pas à la hauteur d'un homme d'Etat. C'est dramatique de dire des choses comme ça. Il fallait le dire clairement aux Français dans ce cas. Il disait qu'il aurait un rapport de force par rapport à Angela Merkel quand il serait élu... C'est affligeant.

C'est aussi une des raisons pour laquelle dès le début j'ai eu l'intuition qu'il avait ça en tête. Nous nous sommes opposés avec force à cette acceptation du traité.

**Pensez-vous qu'il a menti pour être élu ?**

Je n'en sais rien. Je ne peux pas raisonner comme lui. La dynamique de la démocratie, c'est de prendre des engagements qu'on sait tenables, qu'on a préparé. Evidemment, les circonstances peuvent vous obliger à des atténuations.

**François Hollande affirme avoir payé la suppression de la hausse de la TVA décidée par Nicolas Sarkozy et les 11 milliards d'euros de hausses d'impôts qui ont suivi. Vous partagez cette analyse ?**

Il y a deux sujets qu'il confond. On s'est mobilisé contre la TVA dite sociale. Il fait une pirouette en disant que ça n'aurait pas servi à baisser les cotisations, mais on il a fait cette baisse de cotisations. Laurent Fabius, lors des législatives de 2002, a attaqué sur la TVA sociale. Ce n'est pas nouveau. Manuel Valls s'est présenté aux primaires là-dessus et il a fait 5%. La TVA sociale est une absurdité. On avait une autre stratégie : la convergence de l'impôt sur le revenu et de la CSG pour faire un grand impôt sur le revenu progressif pour redonner de la justice sociale à notre système. Franchement, il se faisait le champion de cette réforme fiscale.

Deuxièmement, sa politique fiscale est très nette. Il a ponctionné massivement les ménages pour donner massivement de l'argent aux entreprises, même celles qui ne sont pas confrontées à la concurrence mondiale. Ce sont des allègements aveugles, non-ciblés, sans contreparties. C'est ça qui a rendu nécessaire une ponction fiscale massive. C'est un choix stratégique et une aberration. Il fait une politique libérale générale.

**Il attaque aussi Nicolas Sarkozy, l'accusant d'être le moins rassembleur, et fait par ce livre un droit d'inventaire de son début de quinquennat. Est-ce une manière de préparer sa future campagne de 2017 ?**

Ce sont des petits coups tactiques sur Nicolas Sarkozy. Et je ne vois pas en quoi c'est un atout de dire « je me suis trompé et les thèses de mes adversaires étaient les bonnes ». S'il s'est trompé une fois, pourquoi pas une deuxième ? S'il n'a pas vu venir les problèmes, pourquoi demain ? Diriger, c'est prévoir. Ça ne donne pas une bonne

image de sa capacité à diriger. Je ne trouve pas que c'est un atout ou alors c'est la vieille théorie de la triangulation qui ne marche plus dans aucun pays : faire croire qu'on fait la politique du camp adverse. On aura des voix de droite, mais c'est infime par rapport à celle qu'on perd à gauche. Puis ça donne une image effrayante de la politique et des responsables.

**Avez-vous le sentiment d'avoir été trompé ?**

Oui. J'ai vu hélas les risques qui se profilaient à l'horizon. Après, on me disait que j'étais de mauvaise foi. Puis le titre du livre : « Le stage est fini ». On n'est pas président de la République avec un stage. C'est que déjà, on n'était pas au fait de la mission à prendre. On est prêt quand on est Président.

**Vous voulez dire qu'il n'était pas prêt à gouverner ?**

Je ne dis pas ça mais lui donne cette impression. Notre programme nous préparait à ça. Mais il y a eu un problème de cohérence entre ce qu'il pensait et le programme. Il était en décalage avec ce qu'il a dit lors du discours du Bourget.

**François Hollande est-il un Président de gauche selon vous ?**

Non. Lui-même le dit. Tout n'est pas négatif dans l'action du gouvernement. Mais sur le cœur de son action, sur les questions économiques et européennes, il n'est pas de gauche. Il ne donne pas le sentiment d'être un élément stable sur lequel s'appuyer. Il donne une impression flottante et pas du tout cohérente.

publicsenat.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

### III) François Bayrou à l'honneur chez les radicaux

Christophe FORCARI



François Bayrou, le 18 mai 2014 à La Plaine-Saint-Denis (Photo Thomas Samson.AFP)

#### **Le maire de Pau sera au congrès des valoisien ce week-end. Un moyen, pour le parti, d'affirmer son indépendance face à LR.**

La présence de François Bayrou au congrès du Parti radical valoisien qui se tient samedi et dimanche à Aix-en-Provence, ne passe pas inaperçue dans la famille centriste. Et risque de faire jaser, ce qui n'est pas pour déplaire à Laurent Hénart, président du plus vieux parti politique français.

Pour lui, cette invitation s'inscrit dans la continuité du mouvement lancé par son prédécesseur à la tête des valoisien. «Quand Jean-Louis Borloo a créé l'UDI, il l'a fait avec la volonté de rassembler tous les centristes et, aux dernières élections européennes, il a été le premier à tendre la main à François Bayrou», constate le maire de Nancy.

Oublié donc l'appel lancé par le président du Modem à voter pour François Hollande au second

tour de la présidentielle de 2012. «François Bayrou se situe bien évidemment dans le même espace politique que nous. Nous partageons le même diagnostic sur l'état de la France et des valeurs communes en particulier sur l'Europe», poursuit Hénart, patron d'une des deux composantes les plus importantes de l'UDI. «Soit nous remâchons une certaine rancœur par rapport à la présidentielle de 2012», à l'instar de Nicolas Sarkozy, «soit nous faisons tout pour gagner, unis, ensemble, en 2017», ajoute Laurent Hénart en considérant qu'«aujourd'hui, François Bayrou s'inscrit clairement dans une opposition résolue et constructive».

Mais cette invitation se veut également un message clair adressé au parti Les Républicains, allié naturel de l'UDI. Un clin d'œil très appuyé. «C'est effectivement une manière de leur dire que nous aussi, nous avons un candidat si celui qui sort de la primaire UMP ne nous convient pas totalement», reconnaît un des anciens dirigeants

des valoisiens qui ne souhaite pas une nouvelle candidature de Nicolas Sarkozy. «Nous sommes totalement indépendants dans nos alliances. Nous ne sommes pas les auxiliaires naturels de LR», martèle de son côté Laurent Hénart, pour qui les primaires contribuent «à l'affaiblissement, à l'appauvrissement de l'offre politique et creuse ainsi un peu plus le lit du FN».

### «Bayrou n'est jamais sorti du jeu»

Dans l'entourage du président du Modem, on se réjouit de voir dans cette invitation «peut-être le prélude à un changement de centre de gravité de l'UDI. Un cadre du parti radical ajoute : «Nous ne contribuons pas à remettre François Bayrou dans le jeu. Il n'en est jamais sorti.» Le même pousse le raisonnement de Laurent Hénart jusqu'à son terme : «C'est bien de dire que nous voulons être une force politique indépendante, bien différenciée de l'ex-UMP. Laurent sait très bien que cela passe par une candidature autonome à l'Élysée et que le seul à même de l'incarner aujourd'hui c'est Bayrou et pas Jean-Christophe Lagarde [président de l'UDI, ndlr].»

François Bayrou, qui soutient Alain Juppé dans la primaire de la droite mais qui se verrait bien sûr de nouveau concourir à l'Élysée si le maire de Bordeaux devait ne pas l'emporter, n'est pas mécontent de voir le patron des radicaux manifester sa mauvaise humeur à l'égard de Jean-Christophe Lagarde. D'autant plus que Laurent Hénart est totalement opposé à une participation des centristes à la primaire ouverte de la droite. «Si nous voulons vraiment construire une force indépendante, nous n'avons pas notre place dans ces primaires», réaffirme Hénart. Une question que Jean-Christophe Lagarde refuse, lui, toujours de trancher.

Christophe FORCARI



LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Agriculture : Manuel Valls sort le chéquier

Par latribune.fr



Plus de 1.500 tracteurs ont débarqué à Paris. (Crédits : CHARLES PLATIAU)

3 milliards d'euros, sur trois ans, c'est le montant de l'enveloppe annoncée par le Premier ministre. Lequel a notamment aussi promis de ne pas faire de surenchère dans les normes agricoles imposées par Bruxelles dont se plaignent les agriculteurs. Xavier Beulin, patron de la FNSEA, a été accueilli sous les huées à la place de la Nation où sont rassemblés les agriculteurs.

Le Premier ministre a reçu les représentants des syndicats agricoles alors qu'un mouvement social réunit plus d'un millier de tracteurs (plus de 1.300 ou de 1.700 selon les sources) aux portes de Paris. Xavier Beulin, président de la FNSEA, et Thomas Diemer, représentant de Jeunes Agriculteurs, ont été reçus à Matignon.

A l'issue de cette réunion, Manuel Valls a promis que la France n'ira pas au-delà des normes européennes. Les agriculteurs se plaignent d'être soumis à de nombreuses normes et réglementations. D'après eux, ces règles constituent soit des obstacles au développement de leur activité, soit créent des surcoûts.

Pour soulager les agriculteurs pris à la gorge par la chute des cours, le Premier ministre a également annoncé une "année blanche" sur les dettes bancaires et les rallonges financières. Il a promis une enveloppe de 3 milliards d'euros sur trois ans.

Xavier Beulin hué par les agriculteurs

Xavier Beulin, le leader de la contestation agricole, s'est rendu à la Place de la Nation après son entrevue avec Manuel Valls.

"Le gouvernement a entendu" le message des agriculteurs et leur "demande de considération", a

lancé le président de la FNSEA, Xavier Beulin, aux milliers d'agriculteurs.

Ainsi, quelques minutes après l'annonce par Manuel Valls d'une série de nouvelles mesures d'aide à un secteur en grande difficulté, M. Beulin ajoutait:

"Il aura fallu 1.800 tracteurs pour ça, mais pour la première fois depuis longtemps, cette demande de considération, le Premier ministre l'a entendue, le gouvernement l'a entendue."

Mais Xavier Beulin a été accueilli sous les huées des agriculteurs.



## V) Ces ministres qui n'ont pas de métier

Par Sophie Coignard

**La ministre du Travail est l'incarnation d'une singularité française : les membres du gouvernement n'ont souvent rien connu d'autre que la politique ou l'Ena.**



La nouvelle ministre du Travail, Myriam El Khomry, se trouve en première ligne dans le combat contre le chômage. Un fléau dont elle a une connaissance plutôt théorique puisque, dès ses études terminées, elle est devenue la collaboratrice d'Annick Lepetit, maire du 18<sup>e</sup> arrondissement puis députée de Paris. Elle s'est lancée dans la politique à trente ans à peine, comme adjointe au maire de la capitale Bertrand Delanoë.

Elle n'est pas seule dans ce cas, loin de là. Le chef du gouvernement Manuel Valls n'a qu'une idée lointaine du fonctionnement d'une entreprise puisqu'il est devenu attaché parlementaire du député de l'Ardèche Robert Chapuis en 1983. Il avait alors tout juste 21 ans. Cinq ans plus tard, il intégrait le cabinet de Michel Rocard à Matignon, un lieu qu'il connaît donc depuis longtemps.

Le Drian, Fabius et les autres

Le numéro deux du gouvernement, Laurent Fabius, a tout juste eu le temps de s'installer au Conseil d'État, à sa sortie de l'Ena, avant de se placer dans le sillage de François Mitterrand, dont il est devenu le directeur de cabinet en 1979. Son secrétaire d'État aux Affaires européennes, Harlem Désir ? À part une brève incursion dans le secteur privé comme animateur de radio, il est passé de SOS Racisme au Parti socialiste, après un bref détour par l'écologie. Quant à Ségolène Royal, sortie de l'Ena en 1980, elle n'a guère eu le loisir d'entrevoir les murs du tribunal administratif avant d'entrer au cabinet de la ministre des Affaires sociales Nicole Questiaux, puis de rejoindre l'Élysée de Mitterrand. Également issu de la promotion Voltaire, également affecté au tribunal administratif, le ministre des Finances Michel Sapin ne s'y est pas attardé non plus puisqu'il a été élu député dans la vague rose de 1981. Il avait 29 ans.

Maître assistant à l'université pendant quelques années, Jean-Yves Le Drian n'a rien connu d'autre que la politique depuis 1981. Najat Vallaud-Belkacem a été brièvement juriste avant de rejoindre l'équipe du sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb.

### Profession : politique

Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales, est passée de l'Ena à une courte carrière administrative, avant d'intégrer le cabinet de Michel Rocard à Matignon. Et Sylvia Pinel, ministre du Logement, n'a connu que les bureaux du conseil général du Tarn-et-Garonne, fief de son protecteur Jean-Michel Baylet, avant d'être élue députée, puis nommée ministre... Il n'y a guère que Bernard Cazeneuve à avoir une expérience du secteur privé puisqu'il fut un temps cadre à la Banque populaire. Stéphane Le Foll a pour sa part été professeur d'économie pendant une quinzaine d'années. Sans oublier Emmanuel Macron, à qui certains reprochent assez son passage chez Rothschild & Cie. C'est peu.

Les gouvernements nommés sous Chirac et sous

Sarkozy ne regorgeaient pas non plus de personnalités bardées d'expériences dans le monde réel, celui de la concurrence et des « vraies gens ». Citons tout de même, pour l'équipe de François Fillon, Christine Lagarde, Luc Chatel, Jean-Louis Borloo ou Éric Besson, tous immergés un temps dans des expériences professionnelles intenses et éloignées de l'univers politique. D'aucuns prétendent que la politique, justement, est un métier et que les pièces rapportées de la société civile font de mauvais ministres. Ce n'est pas une raison pour tomber dans un recrutement monolithique et caricatural, qui contribue à éloigner ceux qui dirigent le pays des préoccupations quotidiennes des Français.



## VI) Pierre Laurent veut faire sauter les bouchons grâce au fret



Alors que Paris intramuros vient d'interdire en journée l'accès aux camions et autocars immatriculés avant octobre 2001 (ayant plus de 14 ans), Pierre Laurent, sénateur et secrétaire national du PCF, tête de liste aux élections régionales des 6 et 13 décembre, était ce mardi 1er septembre à Créteil, sur le pont de la RD19 qui surplombe l'A86, pour défendre le fret en place des déplacements sur la route.



On a un énorme problème avec la circulation marchandise en Ile -De-France, si l'on investit pas dans la logistique et le fret, on va à l'engorgement total.

Nous disposons pourtant d'atouts Pierre Laurent énormes dans la région avec plusieurs ports comme Bonneuil-sur-Marne ou Gennevilliers, et six plates-formes de triage ferroviaire. Nous devons penser un plan de développement global de modularité entre fret ferroviaire et fluvial, à combiner avec des véhicules électriques. Il y a déjà eu des réflexions à l'échelle de l'Ile de France mais il faut investir maintenant pour dans 10-15-20 ans. Alors que la circulation alternée va devenir un débat récurrent, il faut régler autrement la question de la circulation marchandise. On ne pas tenir de grands discours à la Cop 21 et ne pas s'attaquer à cette question», plaide Pierre Laurent.



Pierre Laurent, Fabien Guillaud-Bataille, Christian Favier

« Rien qu'entre 18h30 et 18h40, nous venons d'avoir 100 camions qui ont défilé sous nos pieds, calcule Fabien Guillaud-Bataille, secrétaire départemental du PCF. Si Paris vient de restreindre la circulation des camions c'est bien qu'il y a un problème, mais la pollution ne s'arrêtera pas aux portes du périphérique si nous ne faisons rien. Il y a de plus en plus d'enfants asthmatiques et aussi de personnes âgées », insiste le chef de file Val-de-Marne aux régionales.

« Nous n'avons jamais pu obtenir de la part des services de l'Etat le comptage précis du nombre de poids lourds qui ne font que transiter. Mais il faudrait détourner ce trafic qui passe au plus près de Paris sans avoir besoin de s'y arrêter », ajoute Christian Favier. Concernant spécifiquement le Val-de-Marne, le président PCF du Conseil départemental plaide également pour que soit concrètement financée la liaison Valenton port de Bonneuil via le prolongement de la N406, et s'inquiète du devenir du terminal ferroviaire du MIN de Rungis.

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**